Afin d'apporter un éclairage complémentaire sur les dictatures bureaucratiques de l'ex-bloc dit « soviétique », à l'occasion des 25 ans de la chute du Mur de Berlin, nous publions un texte initialement paru sur le site Analyse & kritik*. Celui-ci se positionne contre les appropriations historiques naïves de la RDA en déconstruisant une série de mythes sur le « socialisme réel ». Etant donnée la popularité de films comme la « Vie des autres », « Barbara » ou « De l'autre côté du mur » en France ou le « tourisme RDA » croissant, un retour aux récits autour du rôle du mouvement ouvrier, de l'émancipation des femmes ou du système de santé semble nécessaire pour rappeler le caractère dystopique de la RDA.*

Lorsque les débats politiques contemporains touchent au sujet de la RDA, des méta-récits rétrospectifs (les versions établies) deviennent dominants. Leur fonction n'est pas de faire avancer la compréhension historique, mais plutôt de légitimer les positions politiques actuelles. Si par exemple le réseau de recherche « dictature de la SED », une partie de la fondation « travail de mémoire » et le « forum histoire contemporain » de Leipzig essaient de raconter l'histoire de la RDA exclusivement comme une histoire de dictature, une partie de la gauche reprend volontiers les récits et images que la RDA a produit sur elle-même. Pour une critique de gauche de la RDA, les les récits historiques établis ne marchent pas.

Ceux qui applaudissaient la propagande du SED utilisaient des symboles du passé pour inscrire la RDA dans la philosophie de l'histoire. Sans hésitation, la RDA s'autoproclamait l'héritière unique et légitime de toutes les « traditions progressistes et humanistes du peuple allemand », ce qui intégrait l'histoire du mouvement ouvrier ainsi que la résistance antifasciste au national-socialisme ou les idéaux des Lumières.

De plus, toutes les aspirations et tous les efforts des esprits les plus progressistes d'Allemagne se seraient finalement réalisés dans le premier « État des Travailleurs et Paysans sur le territoire allemand ». La RDA serait la seule à avoir tiré les bonnes conclusions de l'histoire allemande. La démesure de l'autolégitimation historico-téléologique de la RDA n'avait pas de frontières.

Antifascisme

C'est avec une tonalité particulièrement moralisatrice que la RDA parlait du national-socialisme. Avec l'introduction de l'ordre socialiste toutes les causes du fascisme auraient été arrachées par la racine. Les bourreaux du nazisme auraient été punis et balayés de leurs postes.

La réalité apparaît plus banale. Sans doute un grand nombre de nationaux-socialistes particulièrement coupables se sont enfuis à l'Ouest sous la pression des poursuites des occupants soviétiques et plus tard des autorités de la RDA.

La RDA comme lieu de traditions petites-bourgeoises de gauche

Cependant, il restait suffisamment de bourreaux du national-socialisme et de collaborateurs. La SED leur a fait des offres généreuses, notamment s'ils appartenaient à un groupe professionnel dont il y avait une pénurie dans la RDA des débuts : les médecins et scientifiques. Même la SED a intégré à partir de 1955 de plus en plus de collaborateurs du national-socialisme. C'est pour cette raison que les plaintes au « Comité des résistants

antifascistes » s'accumulèrent à partir de cette date.

Les poursuites contre les bourreaux du national-socialisme étaient moins motivées par les exigences de l'antifascisme de la RDA que par les nécessités de la guerre froide. S'il apparaissait idéologiquement opportun de faire passer un responsable au tribunal, c'était aussi pour condamner la république de l'Allemagne de l'ouest. L'État est-allemand a fait chanter un certain nombre de nazis pour les forcer à collaborer avec la STASI. Dans ces cas-là, il n'y avait pas de poursuites judiciaires.

Politique culturelle

Le fait que la RDA avait compris comment capitaliser sur les traditions petites-bourgeoises et autoritaires est rarement aussi visible que dans la politique culturelle. Les livres, les films et la musique qui ne correspondaient pas aux objectifs idéologiques changeants de la bureaucratie culturelle de la RDA étaient interdits, censurés ou bien leur autorisation de sortie était retardée. Cela permettait d'assurer que les débats de politique culturelle étaient limités, pacifiés, rendus tabous ou ralentis.

Quand certains ouvrages et pièces de théâtre représentaient la relation entre individu et société de façon plus contradictoire que cela était prévu dans le schéma du socialisme réel, ils disparaissaient pendant des années dans les tiroirs des maisons d'édition, jusqu'à ce qu'il aient perdu leur actualité.

Dans la politique culturelle, il y avait, après des phases de resserrement dogmatique, des périodes de libéralisation relative. Avec la prise de pouvoir d'Erich Honecker en 1971, il y eut l'espoir d'une ouverture culturelle, mais celui-ci disparut avec l'exil forcé de Wolf Biermann en 1976.

Rôle de la classe ouvrière

La politique culturelle de la RDA était particulièrement en porte-à-faux avec la culture de la jeunesse occidentale. Elle avait dénoncé la bande-son du progrès émancipateur de la fin des années 1960 comme décadente. Après avoir dû s'accommoder de la musique Beat et des jeans, le champ de bataille idéologique à propos de la jeunesse s'était ensuite déplacé vers la répression des punks récalcitrants et des militants écologiques ou défenseurs de la paix, considérés comme politiquement peu fiablesou hostiles.

Le rôle de la classe ouvrière dans la société est-allemande a été particulièrement discuté dans les analyses de gauche. Quand les défenseurs apologétiques de la RDA à l'Ouest pointaient les droits sociaux mis en œuvre dans le contexte de l'usine, d'autres soulignaient le rôle de la bureaucratie omniprésente du parti qui concentrait tout le pouvoir dans ses mains.

À la suite du soulèvement du 17 juin 1953, la bureaucratie du parti et la classe ouvrière firent un compromis tacite. Le parti renonçait à exiger une plus forte productivité du travail et assurait en revanche des revenus économiques modestes.

Dans ce contexte, la capacité de résistance collective des travailleurs gagna en importance. La pénurie de main-d'œuvre et l'inefficacité de l'économie de la RDA, devenue

tangible dans les années 1970, permirent d'accroître l'estime sociale de soi dans les usines et les espaces de liberté que les travailleurs pouvaient utiliser sans sanctions. Ainsi, le parti achetait la mise sous tutelle du groupe social au nom duquel il exerçait le pouvoir.

Politique sociale et politique de santé

La politique sociale et la politique de santé ont jusqu'à aujourd'hui une renommée qui dépasse les cercles de gauche. Effectivement, la politique de santé était, par rapport à d'autres États du « socialisme réellement existant », exemplaire et efficace. Les « polycliniques » et les infirmières de quartier en sont deux bons exemples.

La classe ouvrière : le pouvoir d'État, mais pas la parole

Mais si on regarde cette politique avec une perspective pragmatique, l'objectif des services de santé coûteux de la RDA était, dans les faits, destinée au maintien et à la reproduction de la productivité des travailleurs. Par contrecoup, cela engendrait l'abandon structurel de groupes sociaux comme les retraités ou les personnes handicapées. On investissait beaucoup moins dans l'assistance à ces catégories-là que dans celle de groupes sociaux comme les travailleurs de l'acier d'Eisenhüttenstadt par exemple.

Les restrictions occidentales, mais aussi les coûts des mesures de politique de santé ainsi que la pénurie de matériel, ont conduit à déconnecter le système de santé publique du progrès médical ; ils ont aussi engendré une hémorragie du personnel des services de santé avec les départs croissants des médecins à l'Ouest à la fin de la RDA.

Politique économique

« L'unité de la politique économique et sociale » de l'époque Honecker mena à un accroissement des prestations sociales comme la mise en place d'une année de congé maternité, le crédit de mariage et la distribution préférentielle d'appartements aux jeunes couples mariés. Mais les coûts de ces mesures de politique sociale n'étaient plus couverts à partir des années 1980 et pesaient sur d'autres secteurs de l'économie.

Même après le versement de crédits de milliards de marks de la RFA à la RDA, par Franz Josef Strauß [*politicien allemand ultra-conservateur* – NdT], il n'y eut pas suffisamment d'investissements dans l'infrastructure du pays. Les routes, les chemins de fer et les infrastructures électriques ou bien les canalisations, qui pâtissaient encore de la politique de démontage de l'Union Soviétique [*les Soviétiques détruisirent systématiquement les infrastructures allemandes à la fin de la Seconde Guerre mondiale* – NdT], tombaient en ruine.

Le programme de construction d'appartements, exclusivement concentré sur la construction de nouveaux immeubles, a laissé les centres-villes de Halberstadt, Erfurt et Greifswald se dégrader. Dans les années 1980 on détruisait encore des quartiers historiques entiers.

L'alimentation de base était à partir des années 1960 stable, contrairement à d'autres États

du bloc de l'Est. Mais la demande de consommation de la population de la RDA était calquée sur le modèle de la RFA car, tous les soirs, les Allemands de l'Est regardaient la télévision de l'Ouest. Et, sur ce plan, la RDA ne pouvait pas concurrencer la RFA pour différentes raisons. Dès le début des années 1980 les crises d'approvisionnement se faisaient plus fréquentes. À l'hiver 1986/87 il y eut des coupures d'électricité décrétées par l'État et l'armée dut être envoyée dans les usines pour assurer la continuité de la production.

La situation écologique dans les centres industriels était également catastrophique. L'exploitation sans égard pour autrui et inefficace des ressources de lignite pour l'électrification de la RDA laissait des paysages lunaires, sans projet de « renaturisation ». L'équilibre écologique autour de sites industriels majeurs comme Bitterfeld, Leuna ou Schwedt fut détruit et l'air pollué comme nulle part ailleurs en Europe.

Émancipation des femmes

Le processus d'émancipation féminine dans la RDA s'est développé de manière contradictoire. L'État soutenait l'autonomie économique des femmes, car leur force de travail était utile. Le divorce était possible en RDA sans conséquences majeures. L'introduction de l'avortement en 1972 assurait que l'avortement était un droit. La couverture du territoire en matière de crèches et de jardins d'enfants était de presque cent pour cent. Pourtant il était rare de voir des femmes à des postes de direction ou de décision.

La division de travail bourgeoise-patriarcale entre production et reproduction n'était pas remise en question par l'organisation de l'économie et de la société. La mise en œuvre de l'émancipation était dirigée de façon administrative et par le haut. La portée de l'émancipation dépendait des relations sociales. Dans la société fermée que constituait la RDA, on ne pouvait trouver un mouvement large et pluriel de femmes que dans quelques niches de la société. L'homosexualité a certes été décriminalisée plus tôt en RDA qu'en RFA, mais le gouvernement ne souhaitait pas que les gays et lesbiennes s'auto-organisent et se mobilisent par eux-mêmes.

Sécurité de l'État (STASI)

L'impression que tous les processus sociaux de la RDA étaient finalement dirigés par la STASI ne disparaît que lentement dans la littérature scientifique et le grand public. Cet imaginaire de la RDA, avec beaucoup de variantes, constitue une victoire tardive des agents de la RDA. En effet, même s'ils avaient l'objectif de pénétrer et de contrôler tous les secteurs sociaux, cela ne signifie pas qu'ils réussissaient à le faire en réalité.

La répression contre les opposants avérés ou supposés de la RDA était limitée à partir du début des années 1980 à cause de la présence de correspondants occidentaux et en raison du choix de la RDA de ne pas s'aliéner ses partenaires occidentaux. Ce qui était bien différent dans les années 1950 quand la machinerie répressive du ministère de la sécurité de l'État fonctionnait de fait dans un certain secret, même si le nombre des informateurs [« *Inoffizieller Mitarbeier* »] avait déjà augmenté dans cette période. Cela n'excluait pas que les « réfugiés de la république » [*les citoyens est-allemands qui passaient à l'Ouest* – NdT]

soient jugés durement et la mise en œuvre d'une isolation sociale stratégique des opposants par la STASI. Cependant cela limitait l'extension de cette politique.

Quand l'appareil de domination de la RDA s'effondra, à la fin des années 1980, la STASI ne pouvait déjà plus vraiment faire plus qu'enregistrer les activités de groupes qui étaient considérés comme hostiles à l'État. Malgré l'infiltration de tous les groupes d'opposition et la mise en place d'un réseau d'indicateurs, la STASI n'arrivait pas à les casser. Pour cette raison, elle se concentrait sur le sabotage de la capacité d'action des groupes.

Pas de contrôle et pas d'espace public critique

Ce qui distingue le Ministère de la sécurité d'État – la STASI – des services secrets contemporains repose sur une différence : l'absence totale de la possibilité d'une sphère publique critique sur ce sujet et d'instances de contrôle étatique qui limiteraient au moins les intrusions des services secrets. De plus, il manquait les outils légaux, judiciaires ou pénaux avec lesquels les cibles d'une persécution politique pouvaient se défendre. Il n'y avait également aucune procédure de justice administrative rendant possible une supervision des actions publiques de la STASI.

Pour comprendre le caractère multidimensionnel de la société de la RDA, il est nécessaire de prendre en compte les facteurs externes de la guerre froide et ses temporalités ainsi que les nombreuses opportunités ratées de démocratisation du système. En raison du contexte de sa genèse, la RDA concentrait les traditions autoritaires, petites-bourgeoises et répressives de l'aile communiste du mouvement ouvrier et du stalinisme. Elle était une tentative légitime de sortie de la guerre et du fascisme, qui avait échoué à cause d'erreurs auto-produites, de crimes et de ratés. Il est erroné de lui attribuer un caractère émancipateur juste parce qu'elle constituait un pôle contraire à l'occident capitaliste. Cela empêche aussi un débat ouvert sur le futur d'alternatives sociétales non-capitalistes.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.